



Arrêté n° 20100385 du 0008 NOV 2010

portant autorisation spéciale en cœur du parc national des Cévennes,
pour travaux, constructions, installations, hors droit de l'urbanisme

Le directeur de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4 1 ;

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 ;

Vu le programme d'aménagement du Parc national des Cévennes approuvé par arrêté interministériel du 13 mars 2006 ;

Vu les délibérations du conseil d'administration de l'établissement public du Parc national des Cévennes relatives aux règles d'esthétique en date des 18 mai 1978, 1^{er} décembre 1982 et 6 décembre 1985 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'établissement public du Parc national des Cévennes portant approbation du règlement intérieur de l'établissement public du Parc national des Cévennes en date du 21 juillet 2006 ;

Vu la demande du pétitionnaire, en date du 19 août 2010 reçue complète le 25 août 2010 pour la nature et la localisation des travaux ci-après visées :

Pétitionnaire : CIRCET Sud Est

Localisation des travaux : Lozère / St Julien d'Arpaon et Cassagnas / itinéraire de l'ancienne voie ferrée du CFD

Nature des travaux : Pose d'une fibre optique entre Florac et Cassagnas

Vu l'avis favorable du conseil scientifique de l'établissement public du Parc national des Cévennes en date du 19 octobre saisi le 22 septembre 2010 ;

Considérant que les travaux décrits dans la demande sont conformes aux dispositions de l'article 7 II du décret susvisé ;

Arrête

Article 1 : Le pétitionnaire est autorisé à réaliser les travaux dont la localisation et la nature sont décrits ci-avant.

Article 2 : L'autorisation visée à l'article 1 est assortie des prescriptions suivantes :

- Les travaux seront réalisés conformément au dossier technique présenté ;
- Les mouvements de terre liés à l'ouverture de la tranchée et à la pose des ouvrages techniques devront être soigneusement reprofilés ;
- Les différents ouvrages maçonnés touchés par les travaux devront être remis en état (petits ouvrages hydrauliques, murets, etc.) ;
- En fin de chantier toutes traces de travaux devront être effacées (enlèvement des gravas, nettoyage général)

Le directeur de l'établissement public
du Parc national des Cévennes,

Jacques MERLIN

Notification et publication de l'arrêté : le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention.

Autre législation en cours : le présent arrêté ne dispense pas le demandeur des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet.

Durée de validité : le présent arrêté est délivrée pour une période de deux années à compter de sa notification.

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.